

Centre de recherches de droit pénal Rapport d'activité 2024

I. Présentation du Centre de recherches en droit pénal

Issu d'une longue tradition de recherche en droit pénal et procédure pénale à l'Université libre de Bruxelles, le Centre de recherches en droit pénal (CRDP) a été créé en octobre 2018 afin de regrouper les praticien·nes, chercheur·ses et enseignant·es de la Faculté de droit et de criminologie œuvrant dans ces matières. Il regroupe ainsi des praticien·nes – magistrat·es, avocat·es, juristes – et des académiques spécialistes en droit pénal et procédure pénale mais aussi des chercheur·ses travaillant en interdisciplinarité sur des sujets touchant de près lesdites disciplines.

Le CRDP est composé d'une quinzaine de membres qui explorent divers pans du droit pénal et de la procédure pénale. Ont été ainsi conviés à la recherche durant la période concernée, les thématiques suivantes : le droit international pénal (peines et expérience pénale), les responsabilités pénales individuelles, les modes de preuves, la procédure pénale, le droit pénal social, la diffusion des idées pénales et le droit pénitentiaire.

Durant la période concernée, le CRDP a organisé et participé à l'organisation de plusieurs conférences et colloques nationaux et internationaux. Il a aussi accueilli des chercheur·ses et doctorant·es. Ainsi Arthur Steger-Kicinski (Université de Paris-Nanterre) a effectué un séjour de recherches au CRDP

En outre, ses membres ont participé à de nombreux événements scientifiques et de vulgarisation du droit pénal et de la procédure pénale, et ont œuvré en tant qu'experts au sein d'organismes européens ou d'organisations non-gouvernementales.

II. Composition du centre de recherches en droit pénal

Directrice

- Mona Giacometti, chargée de cours, avocate

Coordinateur administratif

- Nils Lepennetier

Membres du CRDP

- *Sur budget de fonctionnement :*
 - Charles-Eric Clesse, professeur ordinaire, magistrat
 - Mona Giacometti, chargé de cours, avocate
 - Laurent Kennes, chargé de cours, avocat
 - Franklin Kutty, professeur ordinaire, magistrat
 - Anthony Rizzo, chargé de cours, avocat
 - Damien Scalia, professeur
 - Anne Weyembergh, professeure
- *Associé.e.s ou collaborateurs.trices scientifiques :*

- Christian Paula Aguirre, doctorant – ARES
- Estelle Arpigny, avocate, assistante chargée d'exercices
- Aline Bahati Cibambo, avocate, doctorante – ARES
- Maya Bodenmann, avocate, doctorante – FNS & FNRS
- Ali Bounjoua, magistrat en formation et doctorant, CDE
- Mariana Botuil, avocate, assistante chargée d'exercices
- Morgane Cano Dominguez, étudiante stagiaire
- Sophie Cuykens, avocate, assistante chargée d'exercices
- Marine Delaunay, chercheuse, post-doctorante
- Romain Delcoigne, avocat, assistante chargée d'exercices
- Louise Descamps, avocate, doctorante, assistante chargée d'exercices
- Giorgio De Hooghe, avocat, assistant chargé d'exercices
- Damien Holzapfel, avocat, assistant chargée d'exercices
- Julien Fischmeister, avocat, doctorant – Bourse Université Alpes Grenoble/ULB
- Martin Jouvin, stagiaire avocat – EPLN
- Patrick Mandoux, maître de conférences honoraire, conseiller honoraire à la cour d'appel de Bruxelles et avocat honoraire
- Quentin Markarian, doctorant – Université de Genève/ULB
- Maxime Nardone, avocat, assistant chargé d'exercices
- Nadine Nibigira, doctorante
- Lalie Orban, étudiante stagiaire
- Rigobert Phuati Nsuami, doctorant
- Benoît Thomas, avocat, assistant chargée d'exercices
- Aurélie Verheylesonne, avocate, assistante chargée d'exercices
- Jérémiah Vervoort, doctorant – FNRS WelCHANGE
- Marie Wilmet, post-doctorante, assistante chargée d'exercices
- Djoheur Zerouki, Maîtresse de conférence, Université St Etienne

III. Axes de recherches prioritaires et activités scientifiques du centre de recherches en droit pénal

A. Droit pénal international/international pénal

Un des axes de recherche du CRDP est ancré en droit pénal international. Les recherches en cours au sein de cet axe touchent à la manière dont les crimes internationaux sont traités par le droit pénal, qu'il soit national ou international. Plusieurs recherches sont en cours au CRDP (4 projets et 6 thèses)

1. Passé colonial : quel rôle pour le droit pénal ? Analyse empirique, juridique et comparée (Welchange)

Résumé : Après le refus du Tribunal de 1ère instance de Bruxelles d'indemniser les enfants métis déportés par la Belgique depuis le Congo, c'est la Commission parlementaire spéciale qui a écarté toutes excuses pour le passé colonial belge. Ces deux « affaires » témoignent d'une impasse dans laquelle se trouvent tant le Royaume face à un passé douloureux que les victimes des actes posés durant cette période. Pourtant, il est aujourd'hui impératif d'ouvrir de nouvelles

voies de réparations et réconciliation. L'une d'elles est actuellement creusée dans divers droits étranger et international (d'autres Etats se trouvant dans la même situation) : la voie pénale. Or, en Belgique la majorité des auteurs (et des praticiens) écarte d'emblée cette possibilité, arguant que les actes n'étaient pas incriminés à l'époque, que le principe de légalité empêche toute rétroactivité et que les responsabilités pénales ne sont pas envisageables. Or, au vu des développements juridiques récents en la matière (imprescriptibilité, responsabilité pénale de l'Etat et des personnes morales, etc.), il n'est plus possible de simplement rejeter le droit pénal sur des considérations non-étayées.

Dans ce contexte, l'objectif de la recherche réside dans l'analyse du rôle que le droit pénal serait susceptible de jouer dans l'appréhension de la colonisation belge et ses réparations. Ancrée dans une réalité sociale en mouvement, la recherche n'a pas pour objet l'ouverture de procès à l'encontre de personnes mais bien d'analyser si le droit pénal peut jouer un rôle dans les réparations et l'écriture encore inachevée du passé colonial. Pour ce faire, le projet se fonde sur une approche méthodologique pluriel, alliant technique juridique, droit comparé et étude empirique.

Ce projet est concrétisé par un doctorat réalisé par Jérémiah Vervoort, sous la direction de Damien Scalia

2. Projet La compétence universelle in law, action & contexte (PDR)

Alors que la Cour pénale internationale ne peut juger que quelques personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes de masse, la compétence universelle ("CU") revient sur le devant de la scène et est appelé à jouer un grand rôle dans la suite judiciaire qui va être donné au conflit en Ukraine. Pourtant, si cette compétence juridictionnelle a fait l'objet de nombreuses analyses juridiques ou politiques, il n'existe aucune analyse de sa mise en œuvre pratique et de l'impact sur les protagonistes. C'est ce que propose de faire le présent projet : analyser la compétence in law, in action et in context. Ainsi, le projet vise à :

1. Analyser et comparer différents régimes de compétence et leurs applications jurisprudentielles dans une approche juridique comparée stricto sensu (CU in law);

2. Observer la compétence universelle in action et confronter le droit à la pratique (des entretiens semi-directifs, des observations de procès et des observations participantes au sein d'instances de poursuites/de jugements et d'ONG (CU in action);

3. Appréhender l'expérience vécue de la compétence universelle et son impact auprès des principaux protagonistes : les victimes et les personnes jugées (CU in context). Pour ce faire nous analyserons de manière interdisciplinaire (alliant droit et étude empiriques par entretiens et observations) 3 États actifs en matière de compétence universelle: la Belgique, la France et la Suisse.

Ce projet est concrétisé par une recherche postdoctorale menée par Marie Wilmet, sous la direction de Damien Scalia

3. Projet DIRE (ARES)

La recherche vise à analyser les motifs pour lesquels les violations massives des droits humains dans l'Est de la République démocratique du Congo (ci-après : « RDC ») donnent lieu à un nombre minime de procédures juridictionnelles, tant au niveau interne qu'international. L'établissement officiel de ces violations et la réparation éventuelle restent très limités. Ceci a un impact sur la confiance des populations en les institutions et en elles-mêmes et, par là, sur le développement socio-économique, culturel, civil et politique.

Il s'agit de mieux comprendre le terrain et les causes profondes des dysfonctionnements de la mécanique judiciaire, en intégrant les dimensions « dire le droit » (juristes) et « communiquer sur le droit » (journalistes et communicants). Ces causes profondes se situent dans une chaîne qui semble coupée comme suit.

Dans le cadre de ce projet, deux thèses sont menées par Alinie Bahati et Jonas Sindani, sous la co-direction de Damien Scalia.

3. Recherche doctorale sur “Transitional Justice and The Right of LGBTIQ+ people, a possibility to reverse state structures of violence due to prejudice in the cases of Argentina, Colombia and Ecuador”, menés par Christian Paula Aguirre, sous la direction de Damien Scalia.

5. Recherche doctorale sur “Le principe de recevabilité de la Cour pénale internationale au prisme de la réalité judiciaire congolaise”, menée par Rigobert Phuati Nsuami (Université de Kinshasa), sous la co-direction de Damien Scalia.

6. Recherche doctorale sur “Le diaspora burundaise et son rôle dans la justice transitionnelle”, menée par Nadine Nibigira, sous la direction de Damien Scalia.

(1) Membres du centre impliqués

- Christian Paula Aguirre, doctorant – ARES
- Aline Bahati Cibambo, avocate, doctorante – ARES
- Morgane Cano Dominguez, étudiante stagiaire
- Nadine Nibigira, doctorante
- Rigobert Phuati Nsuami, doctorant
- Damien Scalia, professeur
- Jérémiah Vervoort, doctorant – FNRS WelCHANGE
- Marie Wilmet, post-doctorante, assistante chargée d'exercices

(2) Thèse de doctorat en cours

1. Dans le cadre du projet "Passé colonial..." une thèse est réalisée par Jérémiah Vervoort (“Le rôle du droit pénal dans l'appréhension de la colonisation belge et ses réparations”), sous la direction de Damien Scalia.

2. Dans le cadre du projet DIRE, deux thèses sont menées par Aline Bahati et Jonas Sindani, sous la co-direction de Damien Scalia.

3. Recherche doctorale sur “Transitional Justice and The Right of LGBTIQ+ people, a possibility to reverse state structures of violence due to prejudice in the cases of Argentina, Colombia and Ecuador”, menée par Christian Paula Aguirre, sous la direction de Damien Scalia.

5. Recherche doctorale sur “L’Etude critique des critères de recevabilité devant la CPI dans les affaires impliquant la RDC”, menée par Rigobert Phuati Nsuami (Université de Kinshasa), sous la co-direction de Damien Scalia.

6. Recherche doctorale sur “Le diaspora burundaise et son rôle dans la justice transitionnelle”, menée par Nadine Nibigira, sous la direction de Damien Scalia.

(3) Autres projets de recherches

En parallèle à ces divers projets, Damien Scalia mène une recherche juridique et empirique auprès des personnes jugées par la Cour pénale internationale afin de rendre compte de leur expérience et de leur vécu de la justice pénale internationale.

(4) Ouvrages

- N. NIBIGIRA, Projet de livre entamé en juin 2024 avec le titre provisoire « La région des Grands-Lacs-africains et conflits identitaires. Les réfugiés Burundais subissent une victimisation secondaire »
- D. SCALIA, *Crimes français en Algérie : que dit le droit ?*, Dossier Criminocorpus, 2024, co-direction D. Zerouki et X. Pin.

(5) Articles et contributions dans des ouvrages collectifs

- A. BAHATI, O. BAPOLISI et A. NYALUMA, « Mgr Munzihirwa, semeur habile des germes de justice transitionnelle pour une paix durable en République démocratique du Congo » in *La justice, la réconciliation et la paix dans la région d’Afrique des Grands Lacs sous l’inspiration et l’engagement de Mgr C. Munzihirwa* », Loyola (éd), 2024.
- A. BAHATI, O. BAPOLISI et A. NYALUMA, « Sortir de la spirale des crimes graves en RDC. Pistes ouvertes par la vie et l’engagement de Mgr Munzihirwa » in *La justice, la réconciliation et la paix dans la région d’Afrique des Grands Lacs sous l’inspiration et l’engagement de Mgr C. Munzihirwa* », Loyola (éd), 2024.
- A. BAHATI, S. MASHAGIRO et A. NYALUMA, « La justice, socle de l’insurrection constructive en RDC. Rapport mapping... perspectives à partir de l’action du Dr Mukwege », in *Afrika* (éd), Maquisards, rebelles, insurgés... politiques. Le devenir des chefs de guerre africains, 2023.
- P. MAGADJU et A. BAHATI, « Réparation en faveur des victimes des violences sexuelles en RDC. Entre avancées législatives, stagnation et pratiques judiciaires », in *Droit international et violences sexuelles dans les conflits armés*, IFJD (éd), vol. 42, 2024

- M. CANO DOMINGUEZ, “La Protection des Biens Culturels : le Droit International Pénal et le Droit de l’Union Européenne, des Régimes Complémentaires ?”, *Criminalità Transnazionale e Unione Europea*, A. Oriolo, et. al. (dir.), Editoriale Scientifica, 2024, pp. 489 à 510.
- R. PHUATI NSUAMI, « L’erreur dans la jurisprudence de la Cour pénale internationale », *Revue de Droit pénal et de criminologie*, RDCP (3, 2022), pp. 264-295.
- R. PHUATI NSUAMI, « Le contexte international du renvoi collectif de la situation en Ukraine », *Revue Francophone* vol. 2 No 3 (2024), pp. 200-215.
- R. PHUATI NSUAMI, « Le renvoi comme instrument des Etats Parties et meilleur compagnon de la Cour pénale internationale », *Revue Francophone* vol. 2 No 3 (2024), pp. 217-234.
- D. SCALIA, « Compétence universelle en Belgique : des juges lié-es aux juges limité-es », in Mariat K. (éd.), 2024.
- D. SCALIA, « Expériences de sanction pénale internationale : de l’exécution de la peine à l’acte d’accusation », in Jouette P. (éd.), *La sanction dans la justice transitionnelle réconciliatrice en Afrique*, 2024.
- D. SCALIA, « Le jugement des crimes en Suisse : juges laïques et gravité relative », in Rousvoal L. (éd.), *Juges les crimes, Enjeux de juridictions en France et dans les pays voisins*, Anthémis, 2024.
- D. SCALIA, Droit pénal et crimes en Algérie : les alibis du pénal, in *Crimes français en Algérie : que dit le droit ?*, in *Criminocorpus*, 2024, en ligne.
- M. WILMET & D. SCALIA, “Affaire Kosiah : éclairage sous l’angle du principe de la légalité de la première condamnation en Suisse pour crimes contre l’humanité”, *Crimen.ch*, 5 novembre 2024.

(6) Organisation de colloques, conférences, formations et séminaires

- A. BAHATI Une communication orale lors du symposium international sur la justice, la réconciliation et la paix dans la Région d'Afrique des Grands Lacs sous l'inspiration et l'engagement socio-politique de Mgr Christophe Munzihirwa du 31 août au 03 septembre 2023.
- A. BAHATI, Présentation orale du Congrès de la chaire Mukwege organisé sur le thème « Lutte contre l’impunité des auteurs des violences faites aux femmes et aux enfants dans les conflits armés » du 23 au 24 novembre 2023.

- N. NIBIGIRA, invitée de l'émission IJAMBONI RWAVE du 08/12/2023, dans la Radio publique Africaine (RPA) : sur la mort du président Pierre Nkurunziza
- N. NIBIGIRA, invitée de l'émission IJAMBO NI RWAVE du 10/02/2024 : sur la crise entre le Burundi, le Rda et la RDC : origine, conséquences et pistes de solutions
- N. NIBIGIRA, invitée de l'émission IJAMBO NI RWAVE (RPA) du 09/06/2024 sur le viol utilisé comme arme de répression des opposants au Burundi depuis 2015 jusqu'à nos jours
- N. NIBIGIRA, invitée du Journal à la Radio Publique africaine (RPA) du 01/04/2024 sur la recrudescence de la criminalité : des cas très sauvages au Burundi
- N. NIBIGIRA, module sur « Les violences identitaires comme machine productrice des réfugiés en Afrique des Grands-Lacs », commandité par la Croix-Rouge de Belgique ainsi que leurs partenaires (Human Right Watch, Amnistie Internationale, Impunity Watch,).

(7) Presse

- D. SCALIA, *Rendre (la) justice*, in *Esprit*, nov. 2023, pp. 99-106.
- D. SCALIA, *Guerre au Proche-Orient : « L'analyse de la situation en Palestine exige que la question du génocide soit posée »*, in *Le Monde*, Déc. 2024.
- J. VERVOORT : Interview écrite donnée à la Critical Mixed Race Studies Association, 15 juillet 2024, disponible sur <https://criticalmixedracestudies.com/cmrsa-around-the-world/>.
- J. VERVOORT : Passage dans l'émission "Cultures monde" de la radio France Culture, épisode 3 ("Belgique-RDC, vers l'apaisement ?") de la série "République démocratique du Congo, l'avenir incertain", le 13 décembre 2023.

(8) Autres activités

- N. NIBIGIRA, participation au vernissage de l'exposition "Vies d'Après, des artistes face au génocide des Tutsis du Rwanda", dans le musée Cam des Milles en Aix-Marseille, dont les orateurs du jour étaient Alain Chouraqui, Président de la Fondation du Camp des Milles – Mémoire et Éducation Directeur de recherche émérite au CNRS, Boubacar Boris Diop, écrivain sénégalais, auteur de "Murambi, le livre des ossements", Dafroza et Alain Gauthier, fondateurs du Collectif "Parties civiles pour le Rwanda", et Jeanne Uwimbabazi, rescapée du génocide.

- N. NIBIGIRA, visite guidée du camp des Milles à partir de 16h30. Cette visite illustre aux chercheurs et à tout visiteur le changement d'une usine de fabrication des briques en un camp de transit des déportés. L'architecture du musée du Camp des Milles est telle qu'elle met en évidence le parcours des déportés ainsi que leurs milles façons de résister
- N. NIBIGIRA, activités observantes : 30 mars 2024, compétition de Basket organisée par les organisations diasporiques burundaises de l'Europe et du Canada, à La Haye, 27 avril 2024, commémoration du 27ème anniversaire de l'assassinat des élèves du Petit Séminaire de Buta (au Burundi) qui a eu lieu à Freiburg en Allemagne, 5 mai 2024, commémoration de l'assassinat (assassiné le 29 avril 1972) du Roi Ntare V Ndizeye Charles à Bruxelles et 13 juillet 2024, participation dans la journée culturelle organisée pour les communautés des Burundais, Rwandais et Congolais habitant en Belgique, par Ubuntu International Association.
- Comme intervenant : J. VERVOORT, PSN Conference 2024 "Reflections on the Boundaries of Perpetrator Studies: Looking at Violence, Politics, and Harm" (organisé par le CRDP à l'Université libre de Bruxelles du 26 au 27 juin 2024).
- « La protection de l'environnement et la justice pénale internationale au regard de la guerre à l'Est de la République Démocratique du Congo », Colloque du 5 juin 2024 organisé à l'occasion de la journée internationale de l'environnement, Université Kongo, RDC. Orateur : Rigobert Phuati Nsuami, Juin 2024.
- Comme conférencier : J. VERVOORT, "Law and Litigation Relating to the Colonial Past : Spotlight on the Belgian Case" (Perpetrator Studies Network) (Université libre de Bruxelles) (juin 2024)
- Comme intervenant : J. VERVOORT, séminaire interne de la Maison des Sciences Humaines "Midi de la MSH" du 29 novembre 2023.
- M. WILMET, Cours approfondi en droit international pénal (formation pour professionnels du droit), Académie de droit international de La Haye (octobre 2024).

B. Droit pénal européen

(9) Membres du centre impliqués

- Ali Bounjoua
- M. Giacometti

(10) Articles et contributions dans des ouvrages collectifs

- A. BOUNJOUA, « L'internationalisation et l'eupéanisation du principe général de droit pénal ne bis in idem : un droit à géométrie variable ? », *Revue de droit international et de droit comparé*, n°1, 2024, pp. 7 à 36.

- M. GIACOMETTI, « Chronique de droit pénal européen », with D. FLORE, *J.D.E.*, 2024, pp. 356-366.

(11) Organisation de colloques, conférences, formations et séminaires

- M. GIACOMETTI, « The position of the defense in EIO Proceedings », MEIOR Project Seminar, KULeuven, 12 December 2023.
- M. GIACOMETTI, “Advancing the EU-US agreement”, Roundtable, Center for information policy leadership, Microsoft Center, Brussels, 25.03.2024
- M. GIACOMETTI, EU approach on cybercrime, EU-Japan Forum, ULB, Bruxelles, 7.03.2024

(12) Presse

C. Droit pénal général (belge)

(13) Membres du centre impliqués

- Ali Bounjoua
- Sophie Cuykens
- Giorgio De Hooghe
- Laurent Kennes
- Franklin Kutu
- Mona Giacometti
- Anthony Rizzo
- Damien Scalia
- Benoit Thomas

(14) Thèse de doctorat en cours

(15) Autres projets de recherches

(16) Ouvrages

- C.-É. CLESSE *Droit pénal social, Répertoire pratique de droit belge*, Bruxelles, Bruylant, 5ème édition, 2024, 789 pages
- C.-É. CLESSE, *Le droit pénal social, Livre n° 70 du Guide juridique de l'entreprise*, Waterloo, Kluwer, 5ème édition, 2018, 146 pages
- C.-É. CLESSE et L. KENNES, *Droit pénal des affaires, Les Manuels de droit pénal de l'entreprise*, Bruxelles, Larcier, 2ème édition : 2024, 672 pages

- G. DE HOOGHE, “Article 62 – Le concours constitué de plusieurs faits » in *Le nouveau Code pénal : commentaire article par article du Livre 1er*, C. GUILLAIN, L. KENNES & D. SCALIA, Anthemis, 2024
- F. KUTY, *Précis de droit pénal. Commentaire du livre 1er du Code pénal*, Bruxelles, Larcier, 2024, 561 pages.
- C. GUILLAIN, L. KENNES & D. SCALIA, *Le nouveau Code pénal : commentaire article par article du livre premier*, Louvain-la-Neuve, Anthemis, 2024

(17) **Articles et contributions dans des ouvrages collectifs**

- A. BOUNJOUA, « Les effets des condamnations prononcées dans un autre État membre de l’Union européenne », in D. SCALIA, L. KENNES et C. GUILLAIN (dir.), *Le nouveau Code pénal : commentaire article par article du livre 1er*, Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2024
- C.-É. CLESSE « De l’absence d’audition d’un prévenu », *B.J.S.*, 2024, n° 717, p. 4
- C.-É. CLESSE « Sanction INAMI et Non bis in idem : la Cour européenne tranche », *B.J.S.*, 2024, n° 718, p. 4
- C.-É. CLESSE « Encore un arrêt en matière de délai raisonnable contraire à l’enseignement de la CEDH », *B.J.S.*, 2024, n° 719, p. 5
- C.-É. CLESSE « Les véhicules peuvent être un lieu de travail soumis à l’obligation d’y tenir les documents sociaux », *B.J.S.*, 2024, n° 720, p. 4
- C.-É. CLESSE « La composition de la chambre de droit pénal social en degré d’appel », *B.J.S.*, 2024, n° 721, p. 4
- C.-É. CLESSE « Elle est votée... la réforme du Code pénal social », *B.J.S.*, 2024, n° 722, p. 5
- C.-É. CLESSE « Tout accident du travail n’est pas pénalement imputable à l’employeur », *B.J.S.*, 2024, n° 723, p. 5
- C.-É. CLESSE « Le retrait du A1 par l’institution émettrice », *B.J.S.*, 2024, n° 725, p. 5
- C.-É. CLESSE « La responsabilité pénale des intercommunales », *B.J.S.*, 2024, n° 726, p. 5
- S. CUYKENS “Article 7 relatif à l’élément moral de l’infraction et article 40 relatif aux peines applicables aux personnes morales de droit public” in *X, Le nouveau Code pénal*

: *commentaire article par article du Livre Ier*, D. SCALIA, C. GUILLAIN, L. KENNES, Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2024.

- M. GIACOMETTI, « Article 2 – L’application de la loi pénale dans l’espace », in D. SCALIA, C. GUILLAIN, L. KENNES, *Le nouveau Code pénal : Commentaire article par article du livre Ier*, Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2024, pp. 15-20.
- M. GIACOMETTI, « Article 43 – La peine de surveillance électronique », in D. SCALIA, C. GUILLAIN, L. KENNES, *Le nouveau Code pénal : Commentaire article par article du livre Ier*, Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2024, pp. 219-226.
- L. KENNES, “Droit belge” in L. MOREILLON & M. VON WURSTEMBERGER, *Procédure pénale comparée*, Bâle, Helbing Lichtenhahn Verlag, 2024,
- F. KUTY, « Trouble mental, acquittement et internement », obs. sous Cass., 20 septembre 2023, R.D.P.C., 2024, pp. 57-62.
- F. KUTY, « L’interpellation démocratique pacifique, la liberté d’expression et Jan Van Eyck », obs. sous Corr. Bruges, 13 novembre 2023, J.L.M.B., 2024, pp. 587-593.
- F. KUTY, « Chronique semestrielle de jurisprudence. 1ère Partie : Principes généraux du droit pénal », R.D.P.C., 2023, pp. 483-500.
- F. KUTY, « La cause d’excuse déduite de la liberté d’expression », *Le droit pénal. Evolutions récentes*, Louvain-la-Neuve Anthémis, 2024, pp. 85-109 et *Pli juridique*, 2024/1, pp. 7-19.
- F. KUTY, « L’application des règles de droit transitoire en cas d’ajout d’une nouvelle circonstance aggravante dans la loi pénale », obs. sous Mons, 13 avril 2023, J.T., 2024, pp. 273-275.
- F. KUTY, « Les limites de l’interprétation stricte en droit pénal », J.L.M.B., 2024, pp. 1012-1016.
- F. KUTY, « Chronique semestrielle de jurisprudence. 2ème Partie : Principes généraux du droit pénal », R.D.P.C., 2024, pp. 483-500 (17 pages).
- F. KUTY, « De Marie-Victoria Walmacq à Umit Goktepe : la sanction d’une jurisprudence excessivement répressive de la Cour de cassation de Belgique », *E-legal, Revue de droit et de criminologie de l’ULB/8*, 2023, pp. 1-12.
- L. DESCAMPS, “Article 19 – la participation criminelle”, in X, *Le nouveau Code pénal : commentaire article par article du livre Ier*, D. SCALIA, L. KENNES et C. GUILLAIN (dir.), Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2024 ;

- L. DESCAMPS, “Article 20 – l’imputation des éléments aggravants et des facteurs aggravants”, in X, *Le nouveau Code pénal : commentaire article par article du livre 1er*, D. SCALIA, L. KENNES et C. GUILLAIN (dir.), Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2024 ;
- M. NARDONE, “Article 53 – L’amende ”, in X, *Le nouveau Code pénal : commentaire article par article du livre 1er*, D. SCALIA, L. KENNES et C. GUILLAIN (dir.), Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2024 ;
- M. NARDONE, “Article 30 – Les circonstances atténuantes ”, in X, *Le nouveau Code pénal : commentaire article par article du livre 1er*, D. SCALIA, L. KENNES et C. GUILLAIN (dir.), Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2024 ;
- A. RIZZO, « Article 61 – le concours constitué d’un seul fait », in D. SCALIA, L. KENNES et C. GUILLAIN (dir.), *Le nouveau Code pénal : commentaire article par article du livre 1er*, Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2024.
- A. RIZZO et K. SEDAD., « Les peines prévues par le nouveau Code pénal », in HUBERT, J. (coord.), *Réforme du Code pénal et questions choisies*, Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2024, pp. 27-114 ;
- B. THOMAS, « Dispositions civiles et transitoires », *Le nouveau Code pénal : commentaire article par article du livre 1er*, D. SCALIA, L. KENNES et C. GUILLAIN (dir.), Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2024 ;
- A. VERHEYLESONNE, « La confiscation d’un bien immeuble qui ferait partie du patrimoine d’une organisation criminelle est-elle légalement permise sur la base de l’article 43quater, § 4, du Code pénal ? » *R.D.P.C.*, 2024, liv.3, pp.246 ;
- A. VERHEYLESONNE, « Les parties civiles en droit pénal des affaires : les « oubliées » de la procédure. Focus sur quelques questions d’actualités quant aux intérêts civils de l’administration fiscale, du curateur et des créanciers, devant le juge pénal », in X, *Actualités en droit pénal des affaires*, UB³, Bruxelles, Larcier, 2024.
- A. VERHEYLESONNE, “Article 53 – la confiscation ”, in X, *Le nouveau Code pénal : commentaire article par article du livre 1er*, D. SCALIA, L. KENNES et C. GUILLAIN (dir.), L, Anthémis, 2024 ;
- A. VERHEYLESONNE, “Article 54 – la confiscation élargie”, in X, *Le nouveau Code pénal : commentaire article par article du livre 1er*, D. SCALIA, L. KENNES et C. GUILLAIN (dir.), Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2024 ;
- A. VERHEYLESONNE, “Article 55 – la peine pécuniaire fixée en fonction du profit escompté ou obtenu de l’infraction”, in X, *Le nouveau Code pénal : commentaire article par article du livre 1er*, D. SCALIA, L. KENNES et C. GUILLAIN (dir.), Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2024 ;

- A. VERHEYLESONNE, “Article 75 – la prescription des condamnations civiles”, in X, *Le nouveau Code pénal : commentaire article par article du livre 1er*, D. SCALIA, L. KENNES et C. GUILLAIN (dir.), Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2024 ;
- A. VERHEYLESONNE, “Article 77 – L'application des dispositions du présent livre au livre II et aux lois particulières”, in X, *Le nouveau Code pénal : commentaire article par article du livre 1er*, D. SCALIA, L. KENNES et C. GUILLAIN (dir.), Louvain-la-Neuve, Anthémis, 2024 ;

(18) Organisation de colloques, conférences, formations et séminaires

- C.-É. CLESSE - 19 et 22 mars 2024 : Formation certifiée donnée aux magistrats dans le cadre du brevet de droit pénal social
- C.-É. CLESSE - 25 avril 2024 : conférence pour Politéa dans le cycle « les bases de l'enquête financière » : « le droit pénal social et la traite des êtres humains »
- C.-É. CLESSE - 12 juillet 2024 : cours-conférence pour l'université d'été Odysseus : « le trafic de migrants et la traite des êtres humains : les nouveautés européennes »
- C.-É. CLESSE - 5 septembre 2024 : Webinaire online pour Larcier : « la réforme du Code pénal social » avec Matthieu Simon
- C.-É. CLESSE - 25 septembre 2024 : Formation donnée aux inspecteurs principaux des polices locales et fédérales et donnée aux nouveaux inspecteurs de police sur « le droit social et le droit pénal social »
- C.-É. CLESSE - 9 octobre 2024 : Formation donnée aux magistrats en formation sur « le droit pénal social et la procédure pénale social »
- M. GIACOMETTI, « La réforme du Code pénal : forces et faiblesses », Midi de la Formation, Jeune barreau du Brabant wallon, 31.05.2024, Nivelles.
- M. GIACOMETTI (coordination), « Marathon du droit pénal sexuel », modération, Online, 22.04.2024
- M. GIACOMETTI, “La réforme du Code pénal », Webinaire Lexdura, 28.02.2024, avec Barbara Huylebroek
- L. KENNES, comme coordinateur du 1^e tiers du triptyque de 2024-25 “Principes généraux du nouveau livre 1^{er} du code pénal”, avec comme orateur.ices: A. BOUNJOUA, S. CUYKENS, L. DESCAMPS, C. GUILLAIN, D. HOLZAPFEL, A. LEROY, M. NARDONE, A. RIZZO, D. SCALIA, B. THOMAS et A. VERHEYLESONNE

- A. RIZZO, « le consentement des mineurs », « Marathon du droit pénal sexuel », Online, 22.04.2024

(19) Presse

(20) Expertise

- C.-É. CLESSE - Consultant pour le Conseil de l'Europe pour la relecture du Glossaire sur la traite des êtres humains, destiné aux pays du Maghreb, mai 2024

D. Droit pénal spécial

(21) Membres du centre impliqués

- Mona Giacometti
- Anthony Rizzo

(2) Thèse de doctorat en cours

(3) Autres projets de recherches

(4) Ouvrages

(5) Articles et contributions dans des ouvrages collectifs

(6) Organisation de colloques, conférences, formations et séminaires

- M. GIACOMETTI et A. RIZZO, « le nouveau droit pénal sexuel », formation LVA Barreau de Bruxelles, janvier et septembre 2024.
- A. RIZZO, « le nouveau droit pénal sexuel », formation à SOS VIOL, 11 octobre 2024 ;
- A. RIZZO, participation comme orateur question des réparations financières suite aux violences sexuelles organisée par Laboratoire de créations artistiques & de recherches expérimentales, avec le soutien de l'INCC, 12 juin 2024

(7) Presse

E. Procédure pénale (belge)

(22) Membres du centre impliqués

- Mona Giacometti
- Laurent Kennes
- Franklin Kutry
- Anthony Rizzo
- Benoit Thomas

- (23) Thèse de doctorat en cours
- (24) Autres projets de recherches
- (25) Ouvrages

- M. GIACOMETTI, avec M.-A. BEERNAERT, D. VANDERMEERSCH, *Droit de la procédure pénale*, Bruges, La Chartre, 2025.
- M. GIACOMETTI, avec M.-A. BEERNAERT, N. COLETTE-BASECQZ, E. DELHAISE, C. GUILLAIN, C. MACQ, O. NEDERLANDT, D. VANDERMEERSCH, *Introduction à la procédure pénale*, Bruges, La Chartre, 2024.
- M. GIACOMETTI (coord.), *Actualités en droit de la procédure pénale* (coordination), Coll. UB³, Bruxelles, Larcier, 2024.
- F. KUTY, *Justice pénale et procès équitable*, 2 tomes, De Boeck – Larcier, 2023, 2493 pages.

(26) Articles et contributions dans des ouvrages collectifs

- « De la procédure de comparution immédiate à la justice accélérée, même maux, même devenir ? », dans le cadre d'une conférence sur la procédure pénale accélérée en droit belge et en droit français (à paraître) ;
- F. KUTY, La qualification des faits en matière correctionnelle et de police, R.D.P.C., 2024, pp. 94-165.
- F. KUTY, « L'adoption d'une mesure d'ordre ne constitue pas en soi une cause de suspicion légitime », obs. sous Bruxelles, 27 novembre 2023, J.L.M.B., 2024, pp. 306-308.
- F. KUTY, « Le contrôle de pleine juridiction de la sanction administrative », R.D.P.C., 2024, pp. 619-643.
- A. RIZZO, « la requête d'appel (art. 204 C.I.cr.): enseignements jurisprudentiels depuis la loi Pot-Pourri II », in DESSY, Fr. et SANAHJI, N. (coord.), *Droit pénal. Evolutions récentes*, Louvain-la-Neuve, Anthemis, 2024, pp. 175-208.
- A. RIZZO, « Les dernières nouveautés en droit de la procédure pénale : la compétence extraterritoriale des juridictions belges, le régime des repentis et le plaider coupable », in GIACOMETTI, M., *Actualités en droit de la procédure pénale*, Larcier, collection UB3, Bruxelles, 2024, pp. 48-108.

(27) Organisation de colloques, conférences, formations et séminaires

- « De la procédure de comparution immédiate à la justice accélérée, même maux, même devenir ? », dans le cadre d'une conférence sur la procédure pénale accélérée en droit belge et en droit français. Orateurs : Mélanie Belot et Benoit Thomas (mars 2024) ;
- « De la procédure de comparution immédiate à la justice accélérée, même maux, même devenir ? », dans le cadre d'une conférence sur la procédure pénale accélérée en droit belge et en droit français. Orateurs : Sandrine de Sena et Benoit Thomas (octobre 2024) ;
- M. GIACOMETTI (coordination), « Actualités en droit de la procédure pénale », Colloque UB³, December 16, 2024, Bruxelles (& Online)
- M. GIACOMETTI & L. KENNES, "Actualités autour de la preuve pénale", *La preuve*, Commission Université-Palais, Louvain-la-Neuve, December 1, 2023 & Liège, December 15, 2023.
- M. GIACOMETTI « La Loi Salduz - Théorie et pratique : Actualités et regards croisés entre avocats, magistrats et policiers », Webinaire, with L. GRISARD & O. CUYLITS, Anthemis, November 30, 2023.
- A. RIZZO, « la requête d'appel (art. 204 C.I.cr.) : enseignements jurisprudentiels depuis la loi Pot-Pourri II », UMons, 23 avril 2024 ;
- A. RIZZO, « Les dernières nouveautés en droit de la procédure pénale : la compétence extraterritoriale des juridictions belges, le régime des repentis et le plaider coupable », Colloque UB³, December 16, 2024, Bruxelles (& Online)

(28) Presse

F. Exécution des peines

Recherche sur les modalités d'exécution des peines privatives de liberté initié par l'European Prison Litigation Network, dans le cadre du PrisonCivilAct programme afin d'apporter une analyse comparative de ces mécanismes en Belgique, France, Allemagne, Pologne, Portugal, Espagne et Ukraine (2024-2025).

(29) Membres du centre impliqués

- Damien Scalia
- Morgane Cano Dominguez

(30) Membres du centre impliqués

- Marie Wilmet
- Christian Paula Aguirre
- Quentin Markarian
- Mona Giacometti

(31) Thèse de doctorat en cours

- C. PAULA AGUIRRE, thèse intitulée : La Justice Transitionnelle et les droits de la population LGBTIQ+, une possibilité de renverser les structures étatiques de violence par préjugé dans les cas de l'Argentine, de la Colombie et de l'Équateur. Réalisée sous la direction de Demian Scalia.
- Q. MARKARIAN, « L'affectation des personnes trans en prison », sous la direction de Damien Scalia (CRDP) et de Maya Hertig Randall (Université de Genève).

(32) Autres projets de recherches**(33) Ouvrages****(34) Articles et contributions dans des ouvrages collectifs**

- C. PAULA AGUIRRE & A. STEGER-KICINSKI, Document de politique pour les Principes de Persécution de Genre : Recommandations concernant la persécution fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (SOGI). Document envoyé au Bureau du Procureur de la Cour Pénale Internationale le 5 novembre 2024.
- Q. MARKARIAN, « Peine privative de genre : ce que la prison fait aux identités et corps trans », in Vuille Joëlle/Kapferer Nils/Hotz Sandra/Hefti Angela/Boillet Véronique (éd.), *In-corpore, Ce que le droit fait à nos corps*, DIKE, Zurich & Saint-Gall, 2024, pp. 183-203.
- Q. MARKARIAN & al., « Le traitement des femmes et des personnes trans en prison : une approche comparée en droit belge, français et suisse », *Revue de droit pénal et de criminologie*, N°. 4/2024, pp. 333-381.
- M. HERTIG RANDALL, C. MONTAVON, V. ESKANDARI & Q. MARKARIAN (dir.), *L'exercice du travail du sexe en Suisse : guide d'information juridique*, Rapport de recherche, Law Clinic sur les droits des personnes vulnérables de l'Université de Genève, Genève, 66 p., 2024.

(35) Organisation de colloques, conférences, formations et séminaires

- M. GIACOMETTI, “The new 2022 EU proposal for a Directive on combating violence against women and domestic violence”, Cracking down on digital predators, Academy of European Law, Online, 16.04.2024
- Q. MARKARIAN, « Sex segregation and the placement of trans persons in prison », intervention à la conférence *The rights of LGBTQAI+ persons in prisons and beyond*, organisée par la Mesopotamia Observatory of Justice (Mojust), Université de Genève, 21 septembre 2024.
- Q. MARKARIAN, intervention à la table ronde « La qualification juridique de la transphobie » lors du colloque *Qualifier la transphobie*, organisé par l’Institut de Recherches sur l’Évolution de la Nation et de l’État (IRENNE), Université de Lorraine, 13 septembre 2024.
- Q. MARKARIAN & C. MONTAVON, « Les droits des personnes LGBT », intervention dans le cadre de la Formation continue *Droits humains*, Université de Genève, 3 juin 2024.
- Q. MARKARIAN & C. MONTAVON, « Filles publiques, filles captives : prostitution, police et prison à Genève (1817-1874) », intervention aux *Rencontres critiques des enfermements*, Université de Lausanne, 3 mai 2024.
- Q. MARKARIAN & A. VANLIEFDE, « Carcéralité européenne et transidentité : une analyse des politiques carcérales de la prise en charge des personnes trans en Europe francophone », intervention au *7ème Colloque Jeunes Chercheurs/Chercheuses sur la privation de liberté : Les populations de la privation de liberté*, organisé par l’Institut des Sciences Juridique et Philosophique de la Sorbonne, l’Institut caennais de recherche juridique de l’Université de Caen-Normandie et le Centre Droit Éthique et Procédures de l’Université d’Artois, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 14 mars 2024.
- Q. MARKARIAN, « De la séparation des sexes à la séparation des genres ? L’affectation des personnes trans en droit pénitentiaire », intervention au colloque *Droit et genre en France : un premier bilan ?*, organisé par Recherches et Études sur le Genre et les Inégalités en Europe (REGINE), Université Paris Nanterre, 17 novembre 2023.
- C. PAULA AGUIRRE, colloque intitulé : Définir le crime contre l'humanité de persécution fondé sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre : Contributions queer à l'enquête, à la production de preuves et à la réparation. Organisé par Christian Paula Aguirre et Arthur Steger-Kicinski, le 10 septembre 2024.
- C. PAULA AGUIRRE, en tant que conférencière : « La violence motivée par les préjugés à l'encontre de la population LGBTQ+ dans le cadre de la justice transitionnelle en Argentine, en Colombie et en Équateur ». Cette conférence a eu lieu dans le cadre du Centre Maria Sibylla Merian pour les Études Avancées de l'Amérique latine (CALAS) à

l'Université générale de San Martín (Buenos Aires, Argentine) les 12 et 13 novembre 2024.

- M. WILMET, “Sexual and Gender-based Violence Victims and International Criminal Tribunals : a Symbiotic Relationship ?”, Conférence du projet de recherche ERC Justice Visions “Victims and Transitional Justice: Participation, Mobilisation, Resistance” (Université de Gand, mars 2024).
- M. WILMET, “The Experiences of Sexual and Gender-based Violence Victims in International Criminal Proceedings” (Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights, octobre 2024).

(36) Presse

- M. GIACOMETTI, « Violences sexuelles, l’injuste prix », Alter-echos, 3 décembre 2024, disponible sur [Violences sexuelles, l’injuste prix - Alter Echos](#).
- Q. MARKARIAN, « Documenter la détention », Contribution écrite, *La Couleur des jours*, N°. 53, hiver 2024-2025.
- Q. MARKARIAN, Interview pour l’émission « Femmes et hommes en prison : surveiller et unir », Prison Insider, 20 décembre 2023.

H. L’impact des nouvelles technologies en droit pénal et en droit de la procédure pénale

(37) Membres du centre impliqués

- Mona Giacometti

(38) Thèse de doctorat en cours

(39) Autres projets de recherches

- M. GIACOMETTI Cross-border access to e-evidence under the new EU e-evidence regulation: Analysis of the conflict of laws between the European Regulation and US law, and possible solutions.
- M. GIACOMETTI, Digitaal partnergeweld in België. Onderzoek naar typen, impact en coping, Institut pour l’égalité des femmes et des hommes, 2024, with A. GILEN, E. VAN DAMME, M. WALRAVE, C. VAN DE HEYNING, K. PONNET, W. HARDYNS.
- M. GIACOMETTI, Les deepnudes parmi les jeunes belges : les chiffres, le marché, l'impact, Institut pour l’égalité des femmes et des hommes, 2024 (plus d’information [ici](#)), with C. VAN DE HEYNING, M. WALRAVE, A. GILEN, N. DAKOTA SZYF.

(40) Ouvrages

(41) Articles et contributions dans des ouvrages collectifs

- M. GIACOMETTI, « Le rôle des fournisseurs de services en ligne dans la lutte contre les cyberviolences : le cas de la diffusion non consentie de contenus à caractère sexuel », with C. VAN DE HEYNING, in *Les plateformes numériques et l'intelligence artificielle*, Coll. Jeune Barreau de Bruxelles, Wavre, Anthemis, 2024.
- M. GIACOMETTI, « Dawn raids, e-Evidence et coopération des entreprises. Analyse des contours des pouvoirs des autorités en charge des investigations pénales », in *Actualités en droit pénal des affaires*, Coll. UB³, Bruxelles, Larcier, 2024, pp. 111-165.

(42) Organisation de colloques, conférences, formations et séminaires

- M. GIACOMETTI, "Roundtable: Image-Based Sexual Abuse: New Trends and Future Research Agenda", Chair, San Francisco, US, November 16, 2024
- M. GIACOMETTI, "Perceived harmfulness as trigger for bystanding in image-based sexual abuse", With A. GILEN, M. WALRAVE, C. VAN DE HEYNING, EUROCRIM, Bucarest, September 13-16, 2024.
- M. GIACOMETTI, "Deepnudes among Belgian youth: how AI-apps do have it all", With A. GILEN, M. WALRAVE, C. VAN DE HEYNING, N. DAKOTA, SZYF, EUROCRIM, Bucarest, September 13-16, 2024.
- M. GIACOMETTI, "New ideas about (Extra)territoriality and Law Enforcement Access to Data", CBDF Webinar, October 22, 2024 (online)
- M. GIACOMETTI, Le rôle des fournisseurs de services en ligne dans la lutte contre les cyberviolences : le cas de la diffusion non consentie de contenus à caractère sexuel, 22.03.2024, SPF Justice, Brussels, Belgium
- M. GIACOMETTI, « Dawn raids, e-Evidence et coopération des entreprises. Analyse des contours des pouvoirs des autorités en charge des investigations pénales », Colloque UB³ « Actualités en droit pénal des affaires, Bruxelles, 12.02.2024

(43) Presse

- M. GIACOMETTI, "Cyber Slaves » : un documentaire percutant sur la cybercriminalité et le harcèlement en ligne », PICKX, 03.07.2024
- M. GIACOMETTI, « Deepnudes onder belgische jongeren: de aantallen, de markt, de impact », RTL, 9.2.2024

Projet Justice de CRISE ? : Les Commissions de Reconnaissance et d'Indemnisation des violences Sexuelles subies dans l'Église (FNS-FNRS)

Résumé: Prenant acte du caractère massif et systémique des violences sexuelles commises au sein de l'Église catholique romaine, les autorités ecclésiastiques belges, suisses et françaises ont mis en place ces dernières années des commissions chargées d'écouter les victimes, de reconnaître publiquement les atteintes ou les crimes qu'elles ont subis et, si possible, de réparer symboliquement et financièrement les dommages qui en découlent. Ces commissions, comme formes de règlement sui generis de ce qui est devenu un problème public, en marge d'une justice institutionnelle qui apparaît désajustée (notamment au regard de la prescription), méritent d'être analysées. En effet, de telles commissions n'ont fait l'objet d'aucune étude scientifique. Surtout, elles s'inspirent de la justice transitionnelle et se réclament de la justice restaurative mais s'instituent dans des cadres législatifs nationaux principalement axés sur la répression et la prévention, soit sur une vision pénale de la justice. Cette normativité émergente mérite d'être analysée pour mieux comprendre les enjeux et les principes qui sous-tendent leur activité.

Pour ce faire, le présent projet de recherche, interdisciplinaire (alliant droit et sociologie) et européen (Suisse, Belgique et France), contribuera à l'analyse, la compréhension et la conceptualisation de cette nouvelle forme de justice mise en place par la hiérarchie catholique, le plus souvent à une échelle nationale. Seront ainsi menées une analyse des principes mis en œuvre par ces commissions dans les trois États, une recherche empirique par observations en situation du travail des deux commissions encore en activité et une analyse des transformations subjectives opérées au sein de ces commissions sur la base d'entretiens semi-directifs avec leurs commissaires, des victimes s'y étant présentées, des représentants ecclésiastiques impliqués à divers degrés, et des auteurs des comportements visés.

(44) Membres du centre impliqués

- Damien Scalia
- Marine Delaunay
- Maya Bodenmann

(45) Thèse de doctorat en cours

Dans le cadre du projet "Justice en CRISE", M. Bodenmann mène une thèse intitulée "Les commissions de réparation et d'indemnisation instaurées en Suisse, en Belgique et en France pour répondre aux abus sexuels commis au sein de l'Église catholique – des formes de justice sui generis ? Une analyse à la lumière de la preuve et la force probante.", sous la direction de Damien Scalia et de Camille Perrier Depeursinge (cotutelle ULB & UNIL).

J. Diffusion des idées pénales

(46) Membres du centre impliquée

- Lalie Orban

(47) Projets de recherche

- L. ORBAN, travail de fin d'études : "L'impunité dans la jurisprudence de la CrEDH", sous la direction de Damien Scalia